Anarcho-syndicalisme

Nous avons, dans l'article précédent, défini la notion d'organisation de classe et insisté sur les différences entre organisation de la bourgeoisie et organisation du prolétariat.

Nous avons souligné que, pour le prolétariat, les problèmes d'organisation revêtent une importance particulière car il ne dispose d'aucune base économique à son pouvoir à l'intérieur du système capitaliste.

Mais s'organiser sur des bases de classe – c'est-à-dire sur des bases qui excluent toute direction du prolétariat par des éléments extérieurs à celui-ci –, ne suffit pas: encore faut-il définir quelle action, quels objectifs, à court terme et à long terme, quelles perspectives on se propose d'atteindre. En somme, quelle stratégie doit être appliquée par le prolétariat organisé en classe.

Alors que précédemment, on s'était attaché à montrer les oppositions entre organisation de la bourgeoisie et organisation du prolétariat, nous montrerons ici les différences qui existent entre la stratégie proposée par les différents courants de la gauche et par l'anarcho-syndicalisme.

Il est évident que la stratégie et les questions d'organisation sont liés. Mais les différentes conceptions de l'organisation ne se posent pas abstraitement en fonction de principes moraux ou autres, elles découlent conjointement:
- de l'analyse que les différents courants font du contexte politique et économique dans lequel ils sont placés;
- d'intérêts de classe ou de couches définis.

D'une façon générale, et particulièrement dans le cas de groupes politiques, on a les idées et la stratégie correspondant à ses intérêts de classe.

1. L’action parlementaire et la conquête parlementaire du pouvoir. — La social-démocratie réformiste

L’anarcho-syndicalisme s’oppose à l’action parlementaire, et à plus forte raison à la conquête du parlement par le mouvement ouvrier. À cela, plusieurs raisons. Dans *Solidarité ouvrière* de mars 1973, nous disions («À propos du parlementarisme»):

> *«Le régime parlementaire est l’un des modes d’organisation de la société reposant sur l’idée de nation, d’unité nationale et d’intérêts communs entre les diverses couches de la population. Ce principe ne tient donc aucun compte de la division de la société en classes antagoniques, d’une part la bourgeoisie qui exploite le travail salarié et qui possède les moyens de production, d’autre part le prolétariat qui ne vit que de la vente de sa force de travail.»*

Nous disions encore:

> *«Parce que le régime parlementaire veut faire collaborer à une tâche prétendument commune les représentants des travailleurs et ceux de la bourgeoisie, parce qu’il tend à faire une synthèse des aspirations de classes qui sont en réalité antagoniques, nous considérons que le régime parlementaire est un régime de classe, celui de la bourgeoisie.»*

Le système de représentation parlementaire est effectivement un système de représentation «démocratique»: mais il s’agit de démocratie bourgeoise. C’est-à-dire que même dans un régime où des «partis ouvriers» auraient 51 % des représentants au parlement, l’existence même de 49 % de représentants bourgeois d’une part, et d’autre part le fait que les travailleurs ne seraient pas représentés au parlement en tant que travailleurs sur des bases de classe, mais en tant que «citoyens», cela en

ferait un système de représentation bourgeois.

Le système parlementaire perpétue le principe éminemment bourgeois de substitution du pouvoir: les travailleurs qui désirent participer à la vie politique n'ont pour tout recours que de voter pour un député, sur la base d'un programme qu'il n'aura pas discuté. Ce député, s'il est élu, sera parfaitement incontrôlé pendant toute la durée de la législature: «Votez pour moi et faites-moi confiance».

L'autre raison de l'opposition de l'anarcho-syndicalisme à l'action parlementaire, est qu'elle est totalement inefficace du point de vue du prolétariat. Dans le même numéro de *Soli* mentionné, nous disions encore:

> *«Mais, dira-t-on, le Parlement est actuellement néfaste parce que la majorité qui s'y trouve est réactionnaire. Il faut renverser la majorité et mettre à la place:une nouvelle majorité de députés socialistes qui, eux, appliqueront un programme conforme aux aspirations des travailleurs... Cela équivaut à dire: le régime parlementaire est en lui-même démocratique, seule son application actuelle ne l'est pas... Admettons que les transformations réclamées soient faites: jusqu'où un ou plusieurs partis se réclamant des travailleurs pourront-ils aller dans le cadre parlementaire? Le grand capital se laissera-t-il légalement exproprier par une chambre de députés constitutionnellement élue, sans réagir?»*

2) La conquête violente de l'État. – La social-démocratie radicalisée

L'autre courant de la social-démocratie, la branche révolutionnaire, se distingue de la première par les méthodes de prise du pouvoir. D'accord avec l'anarcho-syndicalisme sur la critique des méthodes parlementaires, il préconise la conquête de l'État par une organisation inter-classes (le parti) qui contrôlerait l'ensemble de la production et de la

vie politique, et qui utiliserait les organisations de classe sous sa direction (syndicats, soviets, comités d'usine) comme rouages de transmission d'une politique élaborée en dehors du contrôle des masses.

La stratégie de la social-démocratie radicalisée n'est donc qu'une variante de celle de la social-démocratie réformiste, aboutissant également à la substitution du pouvoir et à l'expropriation politique des travailleurs.

Ces deux courants développent des conceptions idéalistes du pouvoir en ce sens que, le programme étant défini par les instances supérieures du parti, il est ensuite «proposé» au prolétariat pour application, sur la base de la «confiance» qui est demandée. Cette «confiance» se justifie par le fait que le parti «X» ou le parti «Y» est le parti de la classe ouvrière, puisque c'est lui qui a la juste théorie. Une fois au pouvoir, on peut, à la rigueur, se passer de cette confiance [[«Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux... ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière...» (Trotski, au sujet de «l'Opposition ouvrière» fraction du Parti bolchevik interdite en 1921.)]].

En réalité, ces conceptions du pouvoir correspondent à des intérêts de classe bien réels, ceux de l'intelligentsia petite-bourgeoise sans autres perspectives historiques que la direction du prolétariat, ou ceux de couches bureaucratiques d'État conservatrices et soucieuses de maintenir le *statu quo* international.

3) L'anarcho-syndicalisme et le problème du pouvoir

Il est de coutume, chez les adversaires marxistes de l'anarcho-syndicalisme, de reprocher à celui-ci de ne «pas

poser le problème du pouvoir».

Les instruments qui permettent à la bourgeoisie de maintenir sa domination politique et économique sont multiples, parmi lesquels les instruments idéologiques: presse, radio, télé, Église, etc. Mais l'instrument essentiel de la bourgeoisie, celui qui, en dernière analyse, est déterminant, c'est l'armée, la police.

On peut définir le pouvoir d'État comme l'ensemble des moyens utilisés par une classe sociale pour maintenir un système d'organisation politique et un régime de propriété des moyens de production donnés. C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre pour maintenir entre deux classes antagonistes un rapport de forces en faveur de la classe dominante. La lutte entre ces deux classes, en l'occurrence la bourgeoisie et le prolétariat, dans la mesure où le prolétariat entend défendre ses intérêts et se battre pour le socialisme, finit nécessairement par se poser en termes de pouvoir.

On ne peut attendre de la bourgeoisie qu'elle capitule sans combat, ni qu'elle capitule après une seule défaite. Il y aura une période pendant laquelle les antagonismes de classe subsisteront, ce qui implique que le prolétariat ait les moyens d'empêcher la bourgeoisie de reconquérir ses positions perdues. Il s'agit de s'entendre sur ces moyens.

Dans la conception idéaliste, le pouvoir, détenu par une organisation interclasses, se justifie par le fait que cette organisation détient la juste interprétation des événements, et se légitime par le fait que le parti dirige les structures de classe du prolétariat. Le parti, c'est la classe ouvrière. Sans le parti, la classe ouvrière, n'est rien; le prolétariat ne se constitue véritablement en classe que dans le parti, par le parti, car, d'eux-mêmes, les travailleurs ne peuvent parvenir à la conscience socialiste. La doctrine socialiste «est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes

possédantes, par les intellectuels» (Lénine). Sans le parti, le prolétariat n'est qu'une masse; avec le parti, il est réellement une classe, grâce aux «représentants instruits des classes possédantes» et aux ouvriers «les plus instruits», qui détiennent la théorie de la classe ouvrière, la claire conscience de ses intérêts, et son programme. Quand la classe ouvrière n'est pas d'accord avec le parti, elle se trompe.

Les institutions de la classe ouvrière ne représentent d'intérêt que dans la mesure où elles permettent au parti de mieux la diriger. Dans cette conception idéaliste et subjectiviste, le «pouvoir des travailleurs» est un pouvoir par substitution. Le contenu de classe de ces positions est suffisamment limpide: ce sont des conceptions parfaitement bourgeoises du pouvoir.

On a dit que l'État est un organe de répression politique et de régulation économique qui fonctionne par substitution de pouvoir: la bourgeoisie se décharge sur lui de tout ce qui concerne la protection et la préservation de ses intérêts généraux.

On a dit aussi que la bourgeoisie peut contrôler l'appareil d'État par le simple fait qu'elle détient, à titre privé, les moyens de production, et qu'elle les contrôle directement, possession et contrôle qui constituent la source même de tout pouvoir.

L'étatisation totale des moyens de production revient à remettre entre les mains d'une organisation interclasses tout le pouvoir politique et économique, ce qui signifie en d'autres termes que les organisations de classe du prolétariat, d'une part sont subordonnés à l'État, d'autre part ont un contrôle limité ou pas de contrôle du tout sur les moyens de production [[«Les syndicats deviennent, à cette époque, les organes économiques les plus importants du prolétariat au pouvoir. Par ce fait même, ils tombent sous la direction du Parti communiste. Ce ne sont pas seulement les

questions de principe du mouvement professionnel, ce sont aussi les conflits sérieux qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de ces organisations que se charge de résoudre le C.C. de notre parti.» (Trotski, *Terrorisme et communisme*.)]].

La substitution de pouvoir devient totale, c'est-à-dire que la classe ouvrière ne détient de fait aucun pouvoir, en tant que classe, sur l'appareil politique qui prétend le diriger au nom de ses intérêts [[«L'ouvrier ne fait pas de marchandage avec le gouvernement soviétique; Il est subordonné à l'État, il lui est soumis dans tous les rapports du fait que c'est son État .» (*Ibid*.)]].

La propriété des moyens de production par le prolétariat ne peut être que collective, elle ne peut exister que par la propriété collective effective, directe et le contrôle de la production par les travailleurs dans leurs seules organisations de classe. La classe ouvrière ne peut détenir véritablement le pouvoir, au sens défini plus haut, que lorsqu'elle gère l'ensemble de l'activité sociale dans ses structures de classe, et c'est cela que nous entendons par destruction de l'État. Il ne s'agit plus de substitution du pouvoir, mais d'organiser un processus de décision en partant de la démocratie directe de la base au moyen du mandat impératif. C'est le fondement même de l'idée d'autogestion. Cela signifie que les travailleurs désignent, dans leurs structures de classe, aux divers échelons, des délégués mandatés pour appliquer des décisions prises collectivement, appliquées collectivement, et contrôlées.

Schématiquement, trois critères permettent de déterminer la nature de classe du pouvoir:
- Qui détient l'armement et où? Les travailleurs dans leurs structures de classe (armement de la classe) ou des «citoyens» dans des structures d'État (substitution de l'armement de la classe par des gendarmes? [[On peut ainsi situer les débuts de la contre-révolution bureaucratique en Russie à 1918, au moment où les travailleurs dans les soviets furent désarmés

pour constituer l’Armée rouge…]]
- Quel est le rôle des structures de classe du prolétariat, à la base, dans l’organisation de la production et dans la détermination des orientations de celle-ci?[[…Et au moment où (avril 1918) le gouvernement bolchevik retira tout pouvoir aux soviets locaux, mesures qui furent la cause essentielle de la désertion des soviets par les travailleurs.]]
- Quel est le mode de désignation de l’organisme général de gestion? Est-il issu ou non des structures de classe du prolétariat par délégation et mandats impératifs?[[«La bureaucratie n’est pas seulement une production de la misère, comme le camarade Zinoviev tâche de nous en convaincre, ni un réflexe de subordination aveugle aux supérieurs engendré par le militarisme. comme d’autres l’affirment. Le phénomène a une cause profonde... Le mal que fait la bureaucratie ne réside pas seulement dans la paperasserie comme quelques camarades voudraient nous le faire croire, lorsqu’ils limitent la discussion à “l’animation des institutions soviétiques” mais il réside surtout dans la manière dont on résout les problèmes; non par un échange ouvert d’opinions ou par les efforts de tous ceux qui sont concernés, mais par des décisions formelles prises dans les institutions centrales par une seule ou un très petit nombre de personnes et transmises toutes faites vers le bas, tandis que les personnes directement intéressées sont souvent complètement exclues. Une troisième personne décide à votre place de votre sort: voilà l’essence de la bureaucratie.» (Texte de «L’Opposition ouvrière» Alexandra Kollontaï, 1920.)]].

La classe ouvrière ne sera maîtresse de son propre destin que lorsqu’elle dirigera elle-même tous les rouages de la société: cette direction ne peut être que collective, c’est-à-dire que les différentes instances de l’organisation sociale ne peuvent être qu’issues de son sein et contrôlées par elle.

Toute autre conception du socialisme impliquant la «confiance» du prolétariat envers une minorité s’autoproclamant direction

en vertu d’une «juste théorie» ne vise qu’à la préservation de l’ordre bourgeois sous d’autres formes [[Il ne s’agit pas de rejeter toute théorie, par un réflexe anti-intellectuel trop facile et trop courant aussi. La théorie du mouvement ouvrier, contrairement aux affirmations des «léninistes» est une création collective du prolétariat dans laquelle des intellectuels peuvent jouer un rôle important de formulation, d’exposition, d’éclaircissement. Mais en réalité, ils n’inventent rien. De plus, ils sont même passibles d’erreurs grossières: lorsque Lénine affirme: «l’Histoire de tous les pays atteste que par leurs seules forces, les travailleurs ne peuvent parvenir qu’à la conscience réformiste», il généralise la vision limitée qui est la sienne: celle du prolétariat russe à peine naissant, et il s’inspire d’un livre dont il venait, à l’époque, de terminer la lecture, sur le mouvement syndical anglais, écrit par Webb. Or, une partie importante du mouvement ouvrier français, espagnol, italien et américain était à ce moment-même en train de le contredire dans les faits.]].

Ceux qui reprochent à l’anarchosyndicalisme de ne «pas poser le problème du pouvoir» lui reprochent en réalité de ne pas le poser sur le terrain de la bourgeoisie, mais sur celui du prolétariat.